



## Consultation du MIFA sur l'intégration au Luxembourg Révision de la loi de 2008 relative à l'intégration des étrangers

Merci de remplir les champs gris prévus à cet effet (limitation à 900 signes pour chaque question) et de nous renvoyer le formulaire avant le 22 janvier 2021.

Nom de l'asbl :	Alter & Ego asbl
Nom et Prénom :	Porta Mylène
Fonction dans l'asbl :	Responsable pédagogique

### A. L'intégration au sein de votre asbl

1. Comment définissez-vous l'intégration dans votre asbl ?

Au sein de notre association nous distinguons deux niveaux de définitions de l'intégration une collective (1) qui concerne l'ensemble de la société, et, une plus individuelle (2) qui concerne la personne qui effectue une migration.

1. Dans notre abc associatif nous définissons l'intégration comme "Processus réciproque et de responsabilité partagée, qui permet le vivre ensemble et la participation de tous les résidents dans le respect des différences et l'adhésion à des valeurs communes". Il s'agit d'inclure ici autochtone, société d'accueil et migrant(e)s autour d'un processus communs d'adhésion - et de création - à des valeurs communes dans le respect de la diversité. 2. Au niveau de la personne migrante elle même nous considérons l'intégration comme un processus psychosocial dynamique multifactoriel dans le temps qui permet à la personne de s'adapter à son nouvel environnement.

2. Comment votre asbl encourage-t-elle l'intégration ?

Par une approche multidimensionnelle de réflexion et de développement d'innovation sociale, nous essayons d'avoir des projets et actions diversifiés qui touchent un maximum de publics et une diversité de thématiques (identité, interculturel, diversité religieuse, processus d'adaptation de la personne migrante, bien être et art thérapie, histoire des migrations, lutte contre les préjugés, développement de compétences, etc.)



**ŒUVRE**

Nationale de Secours  
Grande-Duchesse Charlotte

Sur le terrain, il est aussi très important pour nous de travailler à un niveau micro en contact direct avec les personnes autour de l'identité et de la relation interpersonnelle. Réactiver les créativité personnelles, psychosociales et collectives.

Au niveau sociétale plus macro nous cherchons à informer et sensibiliser le grand public à travers la création d'outils au respect des différences et à la lutte contre le préjugés afin garantir un meilleur vivre ensemble.

3. Quel est le public cible dans la démarche d'intégration de votre asbl ?

Afin d'œuvrer en faveur de l'intégration et du meilleur vivre ensemble, et en cohérence aussi aux définitions ci dessus, il est important pour nous de proposer des projets et outils qui puissent toucher la population luxembourgeoise dans son ensemble (car en matière d'intégration c'est toute la population qui est concernée). Ceci en tout humilité et sans prétendre avoir réponse à tout.

C'est à dire que nous proposons des actions pour les personnes migrantes (quelque soit l'origine de la migration), pour la population autochtones, pour les deux réunis, et mettons également un accent spécifique à viser les professionnels de terrain par nos formations. Jusqu'à présent nous sommes plutôt concentré à la population adultes (voir jeunes dans les lycées) mais dans le futur nous aimerions également développer des outils pour les enfants.

4. Quels sont les besoins de votre public cible ?

Besoin de soutien psychosociale dans leur processus d'adaptation pour les personnes migrantes.

Besoin d'information et de sensibilisation - "voir autrement"- d'ouverture à la diversité pour les populations locales.

Besoin d'espaces de rencontre, d'échange et de "faire du sens commun" pour les personnes migrantes et les populations autochtones réunies.

Besoin de développement de compétences à la gestion et l'accompagnement des diversités pour les professionnels.

## **B. Vos attentes envers la politique d'intégration**

5. A quoi doit servir une politique d'intégration selon votre asbl ?

A fixer une ligne et vision de l'intégration qui fédèrent et permettent d'œuvrer à tous les niveaux structurels de la société (étatique, local, administratif, associatif, etc.) dans un sens commun. De réglementer et légitimer les questions migratoires et d'intégration. Mais également de permettre de soutenir les associations qui oeuvrent en faveur de l'intégration quelque'elle soit, petit ou grande. De démocratiser l'accès aux subventions.



ŒUVRE

Nationale de Secours  
Grande-Duchesse Charlotte

6. Le cadre législatif actuel permet-il de répondre aux besoins de votre asbl en matière d'intégration ?

Oui plutôt, le cadre législatif au sens stricto sensu. Par contre nous devons encore trop nous "battre" pour pouvoir amener une stabilité financière qui permettent la pérennité de nos activités et la survie de notre association. Une ouverture et démocratisation des subsides nationaux (polarisé actuellement par les habituelles associations conventionnées) permettrait de favoriser l'innovation et de profiter de la diversité des compétences nouvelles pour garantir la concrétisation sur le terrain de la notion d'intégration. Ceci bien sûr en fixant des procédures et critères qualitatifs d'accès aux subsides.

Nous croyons qu'il y a une génération d'acteurs, avec nous, mais aussi derrière nous qui ont de nouvelles compétences et visions très utiles mais qui sont souvent perdus faute de possibilité de soutien. Une réforme de l'accès aux subsides nationaux serait très utile.

7. Quelles sont d'après vous les institutions publiques et privées qui peuvent soutenir les asbl dans leur démarche d'intégration ?

Celle surtout effective est l'Oeuvre, il existe aussi les subsides nationaux et communaux mais à enveloppe restreinte ce qui permet la réalisation de projet ponctuel de petit envergure mais pas de stabilité associative ou des projets d'envergures.

Au niveau des institutions privées nous n'en connaissons pas mais peut être n'avons nous pas assez exploré cette piste.

Dernièrement nous avons également travaillé avec l'INAP.

8. Quels sont les instruments / mesures qui sont indispensables à la mise en place d'une politique d'intégration cohérente ?

Un observatoire de l'intégration qui pourrait être mis en place au niveau de l'Uni en dialogue et travail commun avec une fédération des institutions et acteurs associatifs qui œuvre en faveur de l'intégration.

9. Quels sont les acteurs qui doivent intervenir de façon primordiale dans le processus d'intégration au niveau national ?

Comme vous l'aurez compris, nous aurions tendance à dire tout le monde car nous sommes toutes et tous concerné(e) par le processus d'intégration. Donc, l'ensemble des institutions publiques nationales et locales, les politiques, les professionnel(le)s de tous secteurs (public et privé), les acteurs associatifs et l'ensemble des citoyens (avec ou sans nationalité luxembourgeoise).



ŒUVRE

Nationale de Secours  
Grande-Duchesse Charlotte

10. Comment voyez-vous le rôle des différents acteurs : Gouvernement, communes, institutions, école, fédérations, société civile, citoyens, ... ?

Comme travaillant, en concertation, main dans la main, en toute humilité, dans la répartition des actions et en conjuguant les compétences. En permettant chacun à son niveau et dans la spécificité de ses compétences d'œuvrer tous ensemble en faveur de l'intégration. En donnant les moyens à tous le monde d'agir.

Souhaitez-vous être informés des suites de cette consultation ? Si oui, merci de préciser une adresse électronique.

Oui merci, mylene@alter-ego.lu